

Une grande partie des progrès réalisés contre le VIH en Ouganda sont fragilisés par le démantèlement de l’Usaid. L’ONG genevoise Omoana tire la sonnette d’alarme à l’occasion de la Journée mondiale

«Replonger vingt ans en arrière»

CHRISTOPHE KOESSLER

Afrique ► En Ouganda, l’Agence des Etats-Unis pour le développement (Usaid) était le principal bailleur des programmes de traitement et de prévention du VIH. Son démantèlement au début de 2025, décidé par le président Donald Trump, y a déjà, comme ailleurs dans le monde, des conséquences dramatiques. «Les coupes dans l’aide étasunienne signifient concrètement la mort de nombreux enfants», constate Adrien Genoud, directeur de l’ONG genevoise Omoana, qui soutient des projets en faveur des mineur-es atteints du VIH sur place.

Une nouvelle vague de VIH chez les enfants est donc à craindre

L’association, membre de la Fédération genevoise de coopération (FGC), et son partenaire ougandais St Francis Health Care Services ont mené en 2025 une étude pour évaluer les effets du retrait étasunien dans le domaine. Les résultats, publiés en septembre sont très préoccupants. «Avec ces coupes, un retour en arrière de dix à vingt ans est à craindre. Le pays avait accompli des progrès très significatifs depuis 2004. Les enfants ont désormais accès aux trithérapies, notamment grâce au lobby de Médecins sans frontières et de l’Organisation mondiale de la santé, qui avaient fait pression sur les pharmas et permis l’accessibilité aux médicaments à travers les génériques. Puis l’aide de l’Usaid a permis des avancées considérables. Tout cela peut être remis en question», craint Adrien Genoud.

Frein à l’accès aux antirétroviraux

L’étude montre d’abord concrètement qu’en moins d’une année,



Le soutien de l’Usaid avait permis des avancées considérables en Ouganda. Désormais, l’accès aux médicaments se trouve restreint. OMOANA

l’accès aux antivaux pour les enfants vivant avec le VIH s’est déjà détérioré. «Les patients ne reçoivent désormais plus que deux semaines de traitement à la fois au lieu de trois mois, en raison des pénuries de stocks dans les pays», détaille l’enquête. L’accès aux médicaments s’en trouve restreint, notamment parce que les familles vivant loin des centres de santé voient leurs coûts de transport exploser. «Je ne peux pas me permettre de revenir aussi souvent», explique un adolescent cité. «Beaucoup doivent choisir entre leur alimentation et le transport pour aller chercher le remède», précise le directeur d’Omoana. En conséquence, les risques d’interruption du traitement en sont fortement augmentés.

D’autant que d’autres prestations précieuses ont été sup-

primées en raison de la fin des financements. Les Equipes de santé villageoises (ESV), une pierre angulaire du système de santé décentralisé ougandais, ont été purement et simplement suspendues jusqu’à nouvel avis. «Les ESV menaient des visites à domicile, rappelait aux familles les dates d’approvisionnement en médicaments, s’assuraient du suivi des prises, examinaient les enfants pour prévenir la malnutrition et identifiaient ceux qui avaient manqué leurs rendez-vous. Depuis leur suspension, la continuité des soins a fortement décru», observent les auteurs du rapport. Un enfant sur cinq manque aujourd’hui la prise de sa dose, détaille l’étude.

Un membre d’une équipe villageoise témoigne: «Certains enfants passent plusieurs se-

maines sans traitement parce que plus personne ne les suit.» Les conséquences peuvent être fatales: «Les patients peuvent développer des résistances au traitement. Et davantage d’enfants tomberont dans des stades avancés de la maladie», explique Adrien Genoud.

Soutien entre pairs touché

Un autre pilier de prévention et de soins a dû être suspendu en Ouganda: le système de soutien et de conseils entre pairs, un réseau d’entraide entre enfants et adolescents touchés par la maladie. «Leurs programmes ne contribuaient pas seulement de manière déterminante à l’adhésion aux traitements de la part de ces jeunes. Ils leur offraient aussi des espaces sécurisés où parta-

ger leurs expériences, cultiver leur auto-estime et combattre les stigmas», détaille le rapport. Depuis, 62% des prestataires de soins remarquent une baisse de l’humeur et des interactions sociales des enfants. Très exposés à la déprime et à la dépression en raison de la maladie et des discriminations qu’ils vivent, les mineurs risquent de voir leur santé mentale se détériorer.

Autre domaine gravement touché: la prévention de la transmission du VIH de la mère à l’enfant, dans laquelle d’énormes avancées avaient été réalisées. Non seulement l’accès aux tests de routine destinés aux femmes enceintes ont été réduits, mais les programmes de prévention de la transmission ont carrément été suspendus jusqu’à nouvel avis. Une

nouvelle vague de VIH chez les enfants est donc à craindre.

Effectifs réduits à l’hôpital pour enfants

Au niveau hospitalier, une des solutions adoptée pour permettre la continuité des soins malgré les coupes budgétaires a été d’intégrer les cliniques spécialement dédiées au VIH aux cliniques «normales». «C’est une mesure très préoccupante. Beaucoup de jeunes nous disent que dans ce cas, ils interrompent leur traitement. Car la plupart cachent leur maladie à leur communauté. S’ils doivent côtoyer d’autres types de patients ils craignent que leur statut ne soit dévoilé», indique le directeur de l’ONG suisse.

Au-delà du VIH, la disparition de l’USAID a un impact dramatique sur l’ensemble du système de santé. Elle a notamment été à l’origine d’une hausse des cas de tuberculose et de malnutrition, affections souvent liées au VIH. L’hôpital pour enfants de la capitale a vu son personnel réduit de 40%: «J’y suis allé. La salle consacrée aux cas de malnutrition était surchargée et j’ai vu des enfants en train de mourir», témoigne Adrien Genoud.

Pour tenter de contrebalancer la catastrophe, les populations locales font néanmoins preuve d’une forte résilience, observent les associations. Des Equipes de santé villageoises et des groupes de soutien entre pairs ont continué leur patient travail de manière bénévole. D’autres sont soutenues par des associations. Depuis Genève, Omoana récolte d’ailleurs en ce moment même des fonds pour étendre ces initiatives communautaires qui viennent en aide aux enfants les plus affectés. I

Le contenu de cette page est réalisé par la rédaction du *Courrier*. Il n’engage que sa responsabilité. Dans sa politique d’information, la Fédération genevoise de coopération (FGC) soutient la publication d’articles pluriels à travers des fonds attribués par la Ville de Genève.

Un cacao toxique signé Lindt & Sprüngli

Multinationales ► Au Ghana, de petits paysan-nés produisant du cacao pour la multinationale suisse ont été poussés à utiliser des pesticides dangereux. Le tout dans le cadre d’un programme dit «durable».

Selon une enquête de la Coalition pour des multinationales responsables publiée ce lundi, la multinationale helvétique Lindt & Sprüngli et son partenaire Ecom ont poussé de petits-es agriculteur-ices à utiliser des pesticides extrêmement toxiques au Ghana. L’emploi de ces produits, pourtant interdits en Suisse et en Union européenne, a été encouragé dans le cadre d’un programme de «durabilité» promu par le géant du chocolat¹.

Cette alliance d’ONG et de mouvements issus de la société civile a remonté la filière du cacao au Ghana, le princi-

pal fournisseur des fèves transformées par Lindt & Sprüngli. Pour cela, ses enquêteurs se sont entretenus avec dix-sept agriculteur-ices travaillant dans les districts de Tapa et de Goaso, dans l’ouest du pays. Toutes les personnes interviewées avaient régulièrement utilisé des produits classés comme hautement dangereux par le Pesticide Action Network, un réseau international d’ONG opposées à l’emploi de ces intrants. En revanche, aucune de ces paysan-nés ne disposait d’un équipement de protection efficace. La majorité d’entre elles et eux produisaient des fèves pour le compte d’Ecom, le plus important partenaire local de Lindt & Sprüngli, ou faisaient partie du Farming Program promu par le géant suisse du chocolat.

Sur son site internet, la multinationale basée à Zurich affirme que ce plan, qui englobait 118 000 pro-

ducteur-ices en 2024, dont plus de 61 000 au Ghana, vise à «créer des conditions de vie décentes et durables pour les producteurs de cacao et leur famille, mais aussi à promouvoir des pratiques agricoles plus durables». Sa mise en œuvre a été externalisée à la société Ecom, un géant du négoce qui a établi son siège à Pully. Or, selon l’enquête réalisée par la Coalition pour des multinationales responsables, Ecom a activement promu l’utilisation de produits toxiques auprès des membres de ce réseau «durable». Ecom, qui possède une filiale spécialisée dans la vente de pesticides, a même directement vendu ces intrants aux cultivateur-ices.

Selon le témoignage d’un ancien employé du géant du négoce ayant travaillé en tant que responsable du «Farming Program» au Ghana, Ecom profitait des formations qu’elle dispensait

dans ce cadre pour vendre les produits critiqués aux agriculteur-ices. Une pratique qui ne semble pas avoir dérangé Lindt & Sprüngli, dont la seule préoccupation était «que les cultivatrices et cultivateurs fassent de grandes récoltes et qu’il y ait toujours assez de cacao à disposition».

L’emploi de ces produits a été encouragé dans le cadre d’un programme de «durabilité»

D’après les ONG membres de la coalition, cette nouvelle enquête

éclaboussant une grande entreprise suisse souligne la nécessité d’imposer un devoir de diligence à ces firmes. C’est le but d’une nouvelle mouture de l’initiative «pour des multinationales responsables», qui a été déposée en mai 2025.

En 2024, Lindt & Sprüngli a annoncé un bénéfice net de 672,3 millions de francs, et versé des dividendes en hausse à ses actionnaires. Parmi les principaux propriétaires du groupe figurent la banque UBS, le fonds d’investissement étasunien BlackRock ainsi que l’ancien CEO de la multinationale Ernst Tanner, dont le patrimoine est estimé à près de 500 millions de francs par le magazine *Bilan*.

GUY ZURKINDEN

¹ responsabilite-multinationales.ch/etudes-de-cas/lindt-pesticides-culture-cacao/